

## INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

## Brèves

### NIGERIA : DES JIHADISTES TUENT 8 AGRICULTEURS

Des membres présumés du groupe jihadiste Boko Haram ont tué dimanche dernier huit agriculteurs dans le nord-est du Nigeria, a-t-on appris lundi auprès de deux responsables d'une milice pro-gouvernement. Les agriculteurs travaillaient dans leurs champs dans le village de Moranti, non loin de Maiduguri, la capitale de l'Etat du Borno, lorsque les assaillants les ont attaqués et leur ont tranché la gorge.

### SYRIE : FAYLAQ AL-CHAM, LE PETIT "FAVORI" D'ERDOGAN

Faylaq al-Cham, visé hier par des frappes meurtrières attribuées à la Russie, est un des principaux groupes rebelles syriens affiliés à la Turquie, sur lequel elle s'appuie dans la guerre en Syrie, mais aussi dans les conflits en Libye et au Nagorny-Karabakh. L'organisation a été fondée en mars 2014 à la suite de l'union de plusieurs factions islamistes, actives dans le nord et le centre syrien mais aussi dans les environs de la capitale Damas, alors que les combats battaient leur plein dans le pays en guerre.

### AFRIQUE DU SUD : CINQ ARRESTATIONS DANS L'AFFAIRE SENZO MEYIWA

La police sud-africaine a arrêté hier cinq suspects dans l'affaire du meurtre du gardien et capitaine de l'équipe nationale de football Senzo Meyiwa en 2014, a annoncé le gouvernement. "Les cinq premiers suspects ont été arrêtés ce matin", a déclaré le ministre de la police Bheki Cele aux journalistes hier après presque six ans d'impasse dans cette affaire très médiatique.

# Guinée : un pays sous état de siège

Jonas OSSOMBEY (sources : AFP)  
Libreville/Gabon

Comme de nombreux observateurs l'avaient prévu, la situation politique en Guinée se crispe après la proclamation des résultats de la présidentielle qui ont vu la réélection pour un troisième mandat d'Alpha Condé. Hier, les forces de l'ordre étaient toujours déployées en grand nombre à Conakry, la capitale du pays. L'atmosphère y restait tendue alors que se poursuit une médiation internationale après les violences post-électorales qui ont suivi cette réélection contestée.

Depuis plusieurs jours, des policiers, gendarmes et militaires bouclaient les quartiers réputés favorables à l'opposition dans la banlieue. Des tirs ont été notamment entendus dans les quartiers Cosa et Sonfonia, sans que l'on sache s'ils ont fait des morts ou des blessés. Malgré un appel à manifester hier du Front national pour la défense de la Constitution (FNDC), les rues sont restées pratiquement vides, des habitants disant craindre pour leur sécurité. Une situation politique tendue qui a fait réagir la communauté internationale. En ce sens, Amnesty International a déclaré dimanche dernier que les forces de sécurité guinéennes avaient tiré à balles réelles contre des manifestants. Tout en condamnant les coupures d'internet depuis le début des troubles. En termes de bilan, ces événements ont fait au moins 27 morts en une semaine selon l'opposition et une dizaine selon les autorités. Un chef de quartier de Conakry, gardant l'anonymat, a d'ailleurs expliqué que "les gens disent qu'ils attendent de voir l'issue de la mission conjointe pour voir sur quel pied danser".

En outre, les médiateurs internationaux, arrivés hier dans la capitale guinéenne, devaient rencontrer dans la journée plusieurs ministres, des représentants du corps diplomatique et le président Condé, proclamé vainqueur samedi par la commission électorale (Céni). Ils ont également



Les militaires guinéens, une fois de plus, dans la rue pour ramener le calme.

souhaité s'entretenir avec le chef du parti d'opposition UFDG Cellou Dalein Diallo. M. Diallo, crédité de 33,5% des votes par la Céni, contre 59,5% pour Alpha Condé, a dit refuser

de recevoir les émissaires à son domicile, où il affirme être "séquestré" depuis la semaine dernière. Il a proposé aux délégués internationaux une rencontre dans ses bureaux, mais il affirme

que ceux-ci ont été saccagés par les forces de l'ordre. Il faut rappeler que Cellou Dalein Diallo a par ailleurs confirmé son intention de déposer un recours devant la Cour constitutionnelle.

## L'Onu au chevet



Le secrétaire général de l'Onu, Antonio Guterres.

J.O.  
Libreville/Gabon

L'organisation des nations unies (Onu) est préoccupée par la situation politique de la Guinée. Dès samedi dernier, c'est le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, en personne, qui a lancé un appel à une

"solution pacifique" par le "dialogue" de la crise post-électorale. Notamment aux deux principaux protagonistes, le président Alpha Condé et à son opposant Cellou Dalein Diallo. L'annonce samedi par la commission électorale de la victoire du président sortant de 82 ans a mis le feu aux poudres, en en-

trainant des violences à Conakry. De ce fait, Antonio Guterres a seulement "pris note" des résultats tout en condamnant "fermement" les violences qui ont déjà fait de nombreuses victimes. Tout comme il a réitéré son appel à tous les acteurs afin qu'ils empruntent les mécanismes juridiques établis. "Un appel, en particulier, au président de la République de Guinée et au chef de l'opposition de persuader leurs sympathisants de mettre immédiatement fin à la violence et d'entamer un dialogue constructif pour trouver une solution pacifique à la crise post-électorale", a-t-il insisté. Non sans souligner que l'organisation dont il a la charge est "prête" à accompagner un processus de dialogue visant à un règlement rapide et pacifique de la crise post-électorale en Guinée. La sortie du SG des Nations unies s'inscrit dans le cadre des missions de l'institution internationale en matière de prévention des conflits dans le monde.